

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale de Saône-et-Loire		Subdivision de Mâcon	
Nom de l'inspecteur : Jean-Pierre MOUREAU.			
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 10 septembre 2015		Date de l'inspection : 16 octobre 2015	
Type d'inspection :	<input checked="" type="checkbox"/> approfondie <input type="checkbox"/> inopinée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou ou ou	<input type="checkbox"/> courante <input checked="" type="checkbox"/> non inopinée <input type="checkbox"/> circonstancielle
Société : MASSILLY FRANCE Commune : 71 250 MASSILLY Activité : Fabrication d'emballages métalliques et capsules		Classement : A Priorité : autre	
Liste des installations inspectées : <ul style="list-style-type: none"> • abord du site au niveau de l'entrée principale, • fabrication : zone de stockage pour alimentation process, lignes vernisseuses et impression, bâtiment central avec chaînes de fabrication pour mise en forme des boîtes et capsules, • bâtiment de stockage des produits finis, • abord du bassin de réserve incendie, • stockage des vernis et solvants, • aire de stockage des déchets. Thèmes : <ul style="list-style-type: none"> • la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées, • le plan des réseaux, • les résultats des autosurveillances (air, eau, bruit), • la gestion des déchets produits, • la gestion des équipements sous pression, • les dispositions de protection et de mesures prises au regard du risque foudre. Référentiels de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 autorisation d'exploiter, • arrêté complémentaires du 20 décembre 2012 relatifs aux rejets atmosphériques et du 10 juillet 2014 relatifs aux déchets, • arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression, • arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (dispositions relatives à la protection contre la foudre). 			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées <ul style="list-style-type: none"> • BRIAN Bernard, Directeur adjoint, • BODINEAU Vincent, Directeur QHSE, • MIGNOT Anne-Lise, Animatrice HSE, • PIREYRE Stéphanie, Consultante Environnement APAVE. 			
Des évolutions importantes ont été enregistrées depuis la précédente visite d'inspection avec un dossier de régularisation déposé en début d'année.			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • Les rubriques de la nomenclature et leur évolution n'ont pas toutes été actualisées. • La protection du réseau d'eau potable n'est pas complètement prise en compte. • La prévention de la pollution atmosphérique n'est pas assurée avec des dépassements significatifs sur les rejets pour la ligne de vernis V1 en 2014 et l'autosurveillance n'est que partiellement effectuée (non-conformité majeure). 			

- Les déclarations annuelles sur la Gestion Electronique du Registre des Emissions Polluantes ne sont pas renseignées,
- La lutte contre le bruit au niveau des habitations riveraines n'est pas complètement maîtrisée,
- L'exploitation et le traitement des déchets ne sont pas satisfaisants pour le triage et le stockage. Les produits dangereux susceptibles d'écoulement ne sont pas sur rétention, et toutes les mesures de protection pour éviter tout déversement vers le milieu naturel ne sont pas assurées.

L'ensemble des constats réalisés figurent dans le tableau des constats ci-joint.

Suites envisagées :

Proposition au préfet,

Lettre de suites à l'exploitant.

Liste des documents établis suite à la visite :

- Fiche des constatations de visite d'inspection.
- Tableau des constats.
- Lettre à l'exploitant.
- Rapport de proposition de suites.

Le Rédacteur

A Mâcon, le **04 novembre 2015**

L'inspecteur de l'environnement

signé

Jean-Pierre MOUREAU

Le Vérificateur

A Mâcon, le **05 novembre 2015**

l'inspectrice de l'environnement

signé

Céline LEROUX

L'approbateur

A Mâcon, le **10 novembre 2015**

Le responsable de l'unité territoriale
de Saône-et-Loire

signé

Patrice CHEMIN

TABLEAU DES CONSTATS D'ECARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS

ETABLISSEMENT : Entreprise MASSILLY FRANCE , 389 Rue Bindschedler, 71250 MASSILLY.

DATE DE VISITE D'INSPECTION : 16 octobre 2015

Textes réglementaires de référence:

- arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 autorisation d'exploiter (A)
- arrêtés complémentaires du 20 décembre 2012 (B) relatifs aux rejets atmosphériques et du 10 juillet 2014 (C) relatifs aux déchets,
- arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (dispositions relatives à la protection contre la foudre).

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire
(A) article 2 b	<p><u>DESCRIPTION DES INSTALLATIONS</u></p> <p>Au Nord du CD – 117 :</p> <p>Parcelle de terrain d'une superficie de 106 635 m² comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- atelier de fabrication de capsules,- atelier de fabrication de boîtes de conserves,- atelier de fabrication de boîtes coffrets,- atelier imprimerie comprenant (2 lignes de vernissage et 2 lignes d'impression),- atelier de mécanique générale,- un magasin d'outillage,- bureau de contrôle qualité,- un bâtiment réception, matières premières,- un bâtiment de produits finis avec zone d'expédition,- un bâtiment pour le stockage de vernis neufs. <p><u>A l'extérieur</u></p> <p>un stockage de : chiffons gras, chiffons d'imprimerie, solvants usagés, fûts vides, ferrailles, cartons plastiques, DIB en mélange palettes bois.</p> <ul style="list-style-type: none">- Bureaux- Infirmerie- Parking poids lourds	Absence de remarque	L'exploitant a complété son atelier de fabrication par une nouvelle ligne de vernissage, une ligne de réchappissage vernis et une nouvelle ligne de confection (boîtes). Ces éléments ont été portés à connaissance dans le dossier de demande de régularisation d'autorisation d'exploité déposé en janvier 2015.

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire		
(B) article 11	CLASSEMENT DES INSTALLATIONS Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° D2B2-00-1199 du 18 avril 2000 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :		=> la liste des installations du site relevant des activités visées dans la nomenclature des installations classées n'est pas à jour. L'exploitant a déclaré son activité au titre de la rubrique 3670 avec une capacité de 670 t/an. En revanche, les rubriques 4000 de la nomenclature applicable au 1 ^{er} juin 2015 implique pour l'exploitant un positionnement en déclaration contrôlée pour la rubrique 4331.3 et le non classement pour les rubriques 4725, 4511, 4802, 4718, 4719 et 1436. Ces éléments n'ont pas été portés à la connaissance du préfet. Le classement au titre de la rubrique 1510 est à justifier avec l'ensemble des paramètres à prendre en compte pour la partie stockage. Le positionnement au titre de la rubrique 2921 est également à préciser. La situation administrative de l'établissement au regard de la nomenclature doit être transmise au préfet en fonction des évolutions, avec tous les éléments permettant de justifier ce classement pour chaque activité.		
	Désignation	Capacité		Rubrique de la nomenclature	Régime
	Travail mécanique des métaux	- 14 lignes de production dans l'UP Capsules - 5 lignes de production dans l'UP Boites/Fonds - 10 lignes de production dans l'UP Massiforme - 6 cisailles et 6 presses dans l'UP Massiforme Puissance 2200 kW		2560 (1°)	Autorisation
	Application et séchage de vernis sur supports métalliques (enduction)	1500 kg/j		2940 (2°-a)	Autorisation

(A) article 07	CONFORMITE AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES : Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.		Remarques	Le plan global des installations reste à compléter avec la date de mise à jour, les sens d'écoulement des réseaux, les diamètres des tuyaux d'évacuation, le nivellement, les points de rejets aqueux, le positionnement des dispositifs particuliers (vannes, séparateur..). Un exemplaire mis à jour et daté sera à transmettre à l'inspection des installations classées à une échelle lisible (1/200 ou 1/500).	


THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire
(A) article 10	<u>ENTRETIEN ET MAINTENANCE</u> ...	Remarque	La rétention du sécheur-compresseur est pleine d'eau et ne remplit plus son rôle de rétention. Le process doit être revu pour évacuer en continu cette eau vers un traitement approprié.
		Remarque	D'anciens conteneurs de produits solvants sont remplis d'eau pour une utilisation interne sans modification des pictogrammes ni marquage de la zone.
		Remarque	Des travaux de découpe de palette susceptible de générer des étincelles sont réalisés à proximité de produits inflammables sans précaution particulière.
(A) article 11-2	<u>PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX</u> L'ouvrage de raccordement sur le réseau public sera équipé d'un disconnecteur à pression réduite contrôlable ...	Non conformité	L'exploitant fait état de plusieurs branchements (au moins trois) sur l'ensemble du site. Seul un disconnecteur est positionné dans le bâtiment central (atelier FAB). L'exploitant n'a pas pu justifié des contrôles annuels effectués.
(A) article 11.4	<u>PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX</u> Stockages, rétention, manipulation et transport.	Remarque	Les pictogrammes ne sont pas affichés sur différents containers (additif DBS, produit italien VERIMEC). Les fiches de données de sécurité de ces deux produits sont à transmettre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
		Remarque	La machine à rétreindre est fuillarde avec une rétention pleine d'huile.
		Remarque	Au niveau de la machine à laver, le bidon de récupération du produit de rinçage n'est pas positionné sur rétention.
		Remarque	Le bâtiment de stockage de vernis et solvants est impacté par des traces de coulures de produits jonchant le sol pouvant se répandre dans le réseau d'eaux pluviales au niveau de la porte Ouest.
(B) article 4	<u>PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES</u> L'alinéa 2 de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral n° D2B2-00-1199 du 18 avril 2000 « La consommation d'eau est limitée à 8 300 m³/an » est abrogé et remplacé par : « La consommation d'eau est limitée à 4 000 m³/an ».	Remarque	L'exploitant respecte la consommation annuelle prescrite sauf pour l'année 2013 ou une fuite a été décelée. Remarque : un suivi mensuel permet de limiter les conséquences d'une fuite éventuelle.



THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire															
(A) article 14	<p><u>Eaux pluviales et autres eaux propres</u></p> <p><u>Normes de rejet</u></p> <p>Ces eaux respectent en toutes circonstances, sans dilution, les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH (mesuré dans l'effluent en aval du rejet suivant la norme NFT - 90008) : compris entre 5,5 et 85.- Température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C.- Couleur (mesurée suivant la norme NFT - 90034) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 ml Pt/l.- Absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C. <table><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Normes de mesures</th><th>Concentration mg/l</th></tr></thead><tbody><tr><td>MEST</td><td>NFT.90105</td><td>30</td></tr><tr><td>DCO</td><td>NFT.90101</td><td>40</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>NFT.90103</td><td>20</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>NFT.90114</td><td>5</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Normes de mesures	Concentration mg/l	MEST	NFT.90105	30	DCO	NFT.90101	40	DBO5	NFT.90103	20	Hydrocarbures totaux	NFT.90114	5	Conforme	<p>Le rapport de juillet 2014 montre que l'exploitant respecte les valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le point de prélèvement est situé dans la zone de parking poids lourds après le séparateur d'hydrocarbures.</p>
Paramètres	Normes de mesures	Concentration mg/l																
MEST	NFT.90105	30																
DCO	NFT.90101	40																
DBO5	NFT.90103	20																
Hydrocarbures totaux	NFT.90114	5																
(B) article 3.2.	<p>PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE</p> <p><u>CONDITIONS DE REJET</u></p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre. De même les durées d'indisponibilité des incinérateurs sont consignées ainsi que, le cas échéant une estimation des flux de COV émis.</p>	Remarque	<p>L'exploitant ne dispose pas de registre de suivi d'incidents retraçant l'arrêt d'une ligne avec les différentes causes d'événement ainsi que les remèdes apportés.</p>															
(B) article 3.2.2	<p>Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejets</p> <p>...</p>	Non-conformité	<p>En 2014, seuls les conduits 1, 10 et 12 ont été contrôlés. Par ailleurs, une non conformité est relevée sur la ligne 23 (conduit 12) au niveau de la section de mesure.</p>															

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire																											
(B) article 3.2.3 article 3.2.4	<p>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</p> <p>...</p> <p>Valeurs limites des flux des polluants rejetés</p>	Non-conformité majeure	<p>Le rapport annuel effectué en juillet 2014 pour la vernisseuse V1 (conduit 1) relève des dépassements significatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">CO : 178,9 Mg/M³ pour 100 (APC).COVNM : 65.9 Mg/M³ pour 20 (APC). <p>Depuis le 01/12/12, le programme annuel des mesures à effectuer sur les conduits 1 à 3 des vernisseuses n'est pas respecté sauf en 2014 pour le conduit 1 (ligne V1).</p> <p>Le programme triennal de mesures des conduits 4 à 17 n'est pas respecté, seuls les conduits 10 et 12 ont été contrôlés en 2014.</p> <p>L'exploitant fait remarquer les prochains investissements prévu pour fin 2015 avec le changement de l'incinérateur V2 puis pour 2016 le changement de l'incinérateur V3.</p>																											
(B) article 3.3.1	<p>AUTOSURVEILLANCE REJETS ATMOSPHERIQUES</p> <p>Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses</p> <p><i>Les mesures portent sur les rejets suivants :</i></p> <table><thead><tr><th>Concentrations instantanées en mg/Nm³</th><th>Conduits n° 1 à 3</th><th>Conduits n° 4 à 17</th></tr></thead><tbody><tr><td>Poussières</td><td>1 fois/an</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>1 fois/an</td><td>-</td></tr><tr><td>NO_X en équivalent NO₂</td><td>1 fois/an</td><td>-</td></tr><tr><td>CO</td><td>1 fois/an</td><td>-</td></tr><tr><td>CH₄</td><td>1 fois/an</td><td>-</td></tr><tr><td>Chlorure d'hydrogène et d'autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)</td><td>-</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>COV non méthanique (en carbone total)</td><td>1 fois/an</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>COV Annexe III (la liste de substances à analyser sera déterminée annuellement à partir du plan de gestion des solvants)</td><td>1 fois/an</td><td>Tous les 3 ans</td></tr></tbody></table> <p><i>Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées et doivent être conservés pendant 10 ans.</i></p> <p><i>Programme tri-annual de mesures sur les conduits n° 4 à 17 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>année N : conduits n° 4, 7, 10, 13 et 17 ;</i><i>année N+1 : conduits n° 5, 8, 12, et 15 ;</i><i>année N+2 : conduits n° 6, 9, 11, 14 et 16.</i> <p><i>Concernant les conduits n° 4 à 17, en cas de flux de COV non méthanique inférieur à 2kg/h durant deux campagnes de mesures successives, cette fréquence peut passer à 1 fois / 6 ans</i></p>	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n° 1 à 3	Conduits n° 4 à 17	Poussières	1 fois/an	Tous les 3 ans	SO ₂	1 fois/an	-	NO _X en équivalent NO ₂	1 fois/an	-	CO	1 fois/an	-	CH ₄	1 fois/an	-	Chlorure d'hydrogène et d'autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	-	Tous les 3 ans	COV non méthanique (en carbone total)	1 fois/an	Tous les 3 ans	COV Annexe III (la liste de substances à analyser sera déterminée annuellement à partir du plan de gestion des solvants)	1 fois/an	Tous les 3 ans	Non-conformité majeure	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n° 1 à 3	Conduits n° 4 à 17																												
Poussières	1 fois/an	Tous les 3 ans																												
SO ₂	1 fois/an	-																												
NO _X en équivalent NO ₂	1 fois/an	-																												
CO	1 fois/an	-																												
CH ₄	1 fois/an	-																												
Chlorure d'hydrogène et d'autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	-	Tous les 3 ans																												
COV non méthanique (en carbone total)	1 fois/an	Tous les 3 ans																												
COV Annexe III (la liste de substances à analyser sera déterminée annuellement à partir du plan de gestion des solvants)	1 fois/an	Tous les 3 ans																												

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire																								
(B) article 3.3.2	<p>Autosurveillance des émissions par bilan</p> <p>L'évaluation des émissions canalisées et diffuses par bilan porte a minima sur les polluants suivants :</p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Type de mesures ou d'estimation</th><th>Fréquence</th></tr><tr><td>COV NM</td><td>Plan de gestion de solvant</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>COV spécifiques</td><td>Plan de gestion de solvant</td><td>Annuelle</td></tr></table> <p>Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées et doivent être conservés pendant 10 ans.</p>	Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence	COV NM	Plan de gestion de solvant	Annuelle	COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle	Non- Conformité	L'établissement n'est pas à jour de ses déclarations GEREP. Celles-ci sont renseignées de façon épisodique (une en 2013, aucune en 2012 et 2011). Elles ne traitent pas du tout des rejets de solvants alors que l'établissement est soumis à la directive IED (ce qui correspond à une capacité de consommation de 200t/an ou 100kg/h) au titre de la rubrique 3670.															
	Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence																								
COV NM	Plan de gestion de solvant	Annuelle																									
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle																									
(A) article 22 .2	<p>PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT</p> <p>Niveaux acoustiques admissibles</p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :</p> <table><tr><th colspan="2">Zones concernées (se référer au plan annexé)</th><th colspan="2">Niveau limite en dB (A)</th></tr><tr><th colspan="2"></th><th>de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés</th><th>de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Point 1 - route de Cluny</td><td></td><td>55</td><td>45</td></tr><tr><td>Point 2 - bâtiment produits finis</td><td></td><td>55</td><td>45</td></tr><tr><td>Point 3 - atelier boîtes</td><td></td><td>58</td><td>48</td></tr><tr><td>Point 4 – atelier mécanique</td><td></td><td>58</td><td>48</td></tr></table>	Zones concernées (se référer au plan annexé)		Niveau limite en dB (A)				de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés	Point 1 - route de Cluny		55	45	Point 2 - bâtiment produits finis		55	45	Point 3 - atelier boîtes		58	48	Point 4 – atelier mécanique		58	48	Non conformité	<p>Le rapport effectué en février 2013 relève les non conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">le point 3 situé en zone d'émergence réglementée au niveau des habitations les plus proches est en dépassement de 2,5 dB(A),le point 2 laisse apparaître des dépassements de 3 dB(A) sur la période diurne et nocturne à cause du trafic routier. <p>=>L'exploitant devra justifier des mesures permettant de respecter les prescriptions.</p>
	Zones concernées (se référer au plan annexé)		Niveau limite en dB (A)																								
		de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés																								
Point 1 - route de Cluny		55	45																								
Point 2 - bâtiment produits finis		55	45																								
Point 3 - atelier boîtes		58	48																								
Point 4 – atelier mécanique		58	48																								
(A) article 22 .3	<p>Contrôles périodiques</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toutes modifications notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements suivants, tels qu'ils figurent sur le plan annexé : Point 1, Point 2, Point 3, Point 4.</p>	Conforme	Les dernières mesures datent de février 2013.																								

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire
(A) article 27	<p><u>TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS</u></p> <p><u>ENREGISTREMENT</u></p> <p>Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, à minima pour chaque déchet, les renseignements suivants : - nature, origine et codes de la nomenclature des déchets <ul style="list-style-type: none"> • quantité produite • date (ou période) de production correspondante • date d'enlèvement • nom et adresse du transporteur • mode de traitement • nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit - registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, à minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"> • nature et origine • quantité stockée • date de mise en stockage 	Conforme	Le suivi des « bons d'enlèvement » des différents déchets est réalisé.
		Remarque	<p>ETAT DES STOCKS DE DECHETS:</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre de contrôle de l'état des stocks des déchets afin de préciser les quantités présentes sur le site à ce jour.</p>
(A) article 28.2	<p><u>RISQUE NATURELS</u></p> <p><u>Inondations</u></p> <p>Toutes mesures sont prises pour éviter qu'en cas d'inondation les produits de toute nature susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés.</p>	Absence de remarque	L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de prescription particulière en cas d'inondation. Les ateliers sont positionnés en surélévation et il n'y a pas de cuve enterrée sur le site.
(A) article 33	<p><u>CONTRÔLES</u></p> <p>Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.</p>	Remarque	L'exploitant a indiqué la réalisation du rapport annuel réalisé sur les installations électrique, le dossier n'a pas été présenté.
	Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.	Remarque	L'exploitant a justifié la vérification annuelle des extincteurs.

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire																												
(A) article 37.7	<p><u>TOURS AEROREFRIGERANTES</u></p> <p><u>Entretien et maintenance</u></p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionne :_</p> <ul style="list-style-type: none">• les volumes d'eau consommée mensuellement ;• les périodes de fonctionnement et d'arrêt ;• les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations /• identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement) ;• les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella,...). <p>Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, doivent être annexés au livret d'entretien.</p> <p>Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'inspecteur des installation classées.</p>	Non conformité	 <p>L'exploitant dispose de 33 systèmes de refroidissement installés en toiture dont 4 font l'objet d'un contrôle arbitraire annuel pour la légionella.</p> <p>L'exploitant devra justifier dans les plus brefs délais le positionnement de ses installations au regard de la rubrique 2921.</p>																												
(C) article 11	<p>Quantités maximales de déchets</p> <p>En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets présentes sur le site définies à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2012 précité sont remplacées par les données suivantes :</p> <table><tr><th>Type de déchets</th><th>Code des déchets</th><th>Nature des déchets</th><th>Production maximale annuelle</th><th>Mode de stockage sur site</th><th>Quantité maximale stockée sur site</th><th>Élimination</th></tr><tr><td></td><td>12 03 01*</td><td>Solvant usagé</td><td>20 t</td><td>Citerne 1000 l</td><td>5000L</td><td>Régénération</td></tr><tr><td></td><td>16 05 04*</td><td>Aérosol</td><td>30 kg</td><td>Caisse plastique Poubelle 150l</td><td>50 kg</td><td>Valorisation énergétique</td></tr><tr><td>...</td><td>...</td><td>...</td><td>...</td><td>...</td><td>...</td><td>...</td></tr></table>	Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Production maximale annuelle	Mode de stockage sur site	Quantité maximale stockée sur site	Élimination		12 03 01*	Solvant usagé	20 t	Citerne 1000 l	5000L	Régénération		16 05 04*	Aérosol	30 kg	Caisse plastique Poubelle 150l	50 kg	Valorisation énergétique	Remarques	<p>L' exploitant a remplacé le code déchet 12 03 01* affecté aux solvants usagés par le code 07 07 03* sans modification du volume. Ce dernier code ne correspond pas au déchet produit par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit justifier de la traçabilité jusqu'à l'élimination ou la valorisation de ses déchets avec transmission du BSD et CAP correspondants.</p>
Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Production maximale annuelle	Mode de stockage sur site	Quantité maximale stockée sur site	Élimination																									
	12 03 01*	Solvant usagé	20 t	Citerne 1000 l	5000L	Régénération																									
	16 05 04*	Aérosol	30 kg	Caisse plastique Poubelle 150l	50 kg	Valorisation énergétique																									
...																									

THEMATIQUE Articles		Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire
(A) article 24	<p><u>EXPLOITATION ET TRAITEMENT</u></p> <p>Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.</p> <p>...</p>		Non conformité	 <p>Les déchets ne sont pas systématiquement triés. Des aérosols, chiffons gras et flexibles sont déposés dans un conteneur pour métaux.</p>
			Non conformité	 <p>Le stockage en extérieur de conteneurs vides (verniss..) présente de nombreuses égouttures susceptibles de polluer les eaux de ruissellement.</p>

THEMATIQUE Articles	Points vérifiés	Nature du constat	Observations/ Commentaires /référence documentaire
Arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression			
Equipements sous pression Art 9bis	<p>LISTE DES EQUIPEMENTS SOUS PRESSION</p> <p>L'inspection périodique a pour objet de vérifier que l'état de l'équipement sous pression lui permet d'être maintenu en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles.</p> <p>L'inspection périodique est réalisée sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité.</p>	Absence de remarque	<p>L'exploitant dispose d'un tableau récapitulatif retraçant les interventions et contrôles à effectuer sur ses équipements.</p> <p>L'exhaustivité de la liste n'a pas été vérifiée, il appartient à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des équipements relevant de la réglementation des ESP figurent bien sur cette liste.</p>
Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation			
Foudre Art 19	L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.	Remarque	<p>L'analyse du risque foudre a été effectuée en avril 2010.</p> <p>L'étude technique du site n'a pas pu être présentée ce jour.</p>

Non-conformité majeure (NC Majeure) : disposition du texte de référence non respectée, ayant un impact potentiel notable sur les intérêts visés par l'article L511 1 du code de l'environnement

Non-conformité (NC) : disposition du texte de référence non respectée.

Remarque (Rq) : correspond à d'autres situations (pas de non-conformité patente mais amélioration souhaitable ou, au contraire, conformité qui mérite d'être soulignée, à cause du passé ou à cause des méthodes mises en œuvre, etc.).